

B I L L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

Vers une consolidation du front capitaliste en France

Pour peu que l'on examine la succession des événements qui se déroulent en France depuis le 6 février 1934, on est frappé par la liaison parfaite qui se manifeste entre l'œuvre des différents gouvernements bourgeois, par l'homogénéité même du plan de l'attaque capitaliste contre le prolétariat. Certes, nous ne prétendons pas que les diverses positions du capitalisme français représentent chaque fois une conscience exacte des moyens à employer, mais incontestablement si la bourgeoisie intervient dans chaque période déterminée pour battre le prolétariat, dans l'ensemble elle réalise la conscience des objectifs qu'elle devait s'assigner. Ainsi, Doumergue ne pouvait prévoir Flandin, ce dernier ne pouvait prévoir Laval et aujourd'hui on ne sait encore si le Front Populaire est bien le successeur immédiat de celui-ci. Mais ce qui se dégage de ces périodes c'est la volonté de la bourgeoisie d'employer toutes ses forces sociales pour pulvériser à l'extrême le prolétariat et s'organiser solidement pour la guerre impérialiste. En tout cas, ce que démontre non seulement catégoriquement mais aussi principiellement la situation française, c'est qu'il n'est pas possible d'œuvrer pour la révolution communiste en se situant au centre du cercle où vivent, luttent, évoluent la bourgeoisie et les forces sociales qui la desservent, car toujours il s'avèrera qu'entre droite et gauche, fascistes ou réactionnaires et front populaire existe une solidarité, la première étant le complément de la seconde et œuvrera pour le maintien du capitalisme. Les positions des uns et des autres seront donc en concordance, l'envers et l'endroit de l'attaque frontale de la bourgeoisie contre les travailleurs. Ce que l'on qualifiera de contrastes fondamentaux entre radicaux-socialistes, socialistes ou centristes, et la droite antidémocratique seront des convulsions propres à la phase tourmentée des guerres et des révolutions, convulsions qui ne modifieront pas d'un dixième de millimètre la fonction capitaliste de ces courants et leur entière solidarité.

D'ailleurs, prenons la situation depuis le 6 février 1934.

Aux attaques de Doumergue, à ses arrêtés-lois, s'opposera la formation du front commun entre socialistes et centristes pour la défense de la république et de la démocratie, accord basé sur le rejet des grèves. Pendant que la droite bourgeoise livrera sa bataille, les traîtres de « gauche » paralyseront les ouvriers sur leur terrain de classe, mais les mobiliseront sur le front des intérêts de l'ennemi. Doumergue tombera sur le problème de la réforme de l'Etat, en réalité, du fait de l'immaturation de la situation pour accompagner ses attaques économiques du démantèlement et de l'anéantissement des organisations ouvrières. Flandin qui lui succédera, poursuivra un programme plus à droite au point de vue des compressions des conditions de vie des travailleurs, des fonctionnaires, que celui de son prédécesseur, mais sera le champion gouvernemental de l'antifascisme. C'est sous son cabinet que surgiront les projets Marchandaux sur les ententes industrielles, que s'effectuera le soutien des grands minotiers sous le fallacieux prétexte de l'organisation du marché du blé, les décrets de « sacrifice national », les mirifiques grands travaux de Marquet. En bref, Flandin